

Les priorités du gouvernement : plus de onze millions pour du gaz, des drones et des menottes !

Date : 08-05-2020



Le 3 mars, le gouvernement annonçait un appel d'offre d'un montant de [3 642 864€](#). Trois millions d'euros, pour acheter quoi ? Masques, tests, gel hydroalcoolique... ? Que nenni. Il s'agit de gaz lacrymogène. Le 12 avril, autre appel d'offre, de 4 millions d'euros cette fois. Pour [plus de 600 drones](#) de surveillance. Le 20 avril, rebelote avec plus de [4 millions d'euros](#) de menottes ! Alors que l'état d'urgence sanitaire est prolongé tout au long de l'été, le gouvernement semble avoir d'autres priorités que sa population...

A l'heure où la polémique sur les masques enflent, les informations disponibles sont de plus en plus inquiétantes. L'impréparation totale de l'État, qui d'un gouvernement libéral à l'autre a liquidé les stocks stratégiques, n'a d'égal que son obsession sécuritaire. En 2017, alors que l'hôpital public était démantelé, que les stocks permettant de sauver des vies n'étaient plus renouvelés, le ministère de l'intérieur préparait des stocks de gaz lacrymogène pour les quatre années suivantes.

La fuite en avant d'une classe dirigeante devenue dépendante de sa police prend des proportions nouvelles. Les mesures d'austérité imposées par la violence dans la santé, l'éducation ou les conditions de travail ne semblent pas s'appliquer à l'appareil répressif (contrairement par exemple à la Grande Bretagne). Les syndicats policiers d'extrême droite continuent d'imposer leurs vues à leur ministre. Avec des attributions de plus en plus étendues et une militarisation constante du matériel.

Rappelons que depuis le début du confinement, [8 personnes sont décédées](#) des suites d'interventions policières, un sinistre record. Dans le même temps, nous avons vu apparaître des drones hurlant leurs ordres dans le ciel, complétant des contrôles systématiques et souvent injustes et violents. Le traçage généralisé de la population est encore discuté. Mais l'élargissement des pouvoirs de contrôle des déplacements au personnel des transports en commun et à d'autres catégories a de quoi inquiéter.

Le gouvernement semble atteint d'une myopie flagrante. Incapable de gérer une pénurie de masques et de tests (les premiers se retrouvant par millions dans les supermarchés et manquant dans les hôpitaux, les seconds faisant plus défaut en France que... en Serbie), il se prépare à la colère populaire légitime en armant son bras. Mais une population méprisée, envoyée crever au taff, affamée, mal soignée, pourra-t-elle être contrôlée à coups de gaz et de LBD, comme durant les années passées ? Policiers des renseignements, préfets et conseillers commencent à en douter. Le pays est aujourd'hui assis sur une poudrière. L'appauvrissement massif de la population conjugué aux mensonges et à l'impéritie des dirigeants rend la situation extrêmement volatile. Quelle sera l'étincelle ?